



Auteur : Didier Reuter

www.bookiner.com

Usage libre de droits (non marchand) avec mention «Bookiner.com»

EMPLOI

Perspectives d'embauches 2013 - 2014

EMPLOI DES CADRES

Selon l'Apec, les recrutements de cadres devraient résister en 2013 malgré un contexte économique difficile. Les entreprises prévoient en effet de réaliser entre 162 000 et 178 000 embauches de cadres soit une légère baisse de 5% par rapport à 2012. La situation pour tous les cadres n'est toutefois pas la même notamment en défaveur des débutants qui vont connaître une année particulièrement difficile avec un recul des embauches de l'ordre de -10% à -25%. Les recrutements de cadres confirmés devraient être également en forte baisse. Il est prévu, par contre, que les jeunes cadres bénéficient de meilleures chances d'embauche (59 000) ainsi que les cadres ayant de 6 à 10 ans d'expérience (près de 49 000). Malgré un climat conjoncturel jugé dégradé par les recruteurs et des prévisions d'embauches pessimistes, certains secteurs résistent. C'est le cas notamment dans le secteur de la Banque-Assurance, l'Ingénierie-R&D et les Activités informatiques. C'est aussi le cas dans le secteur du conseil et du service aux entreprises, ainsi que dans le secteur Médico-social.

Perspectives d'embauches selon l'Apec

- . **Entreprises de Services** : concentration de près de 70% des embauches de cadres (124 700)
- . **Secteur industriel** : baisse de -3% à -18% avec moins de 28 000 embauches
- . **Construction** : baisse de -13% à -24% soit moins de 8 000 cadres recrutés
- . **Commerce** : baisse de l'ordre de - 7% soit moins de 20 000 cadres recrutés
- . **Activités Etudes - R&D** : prévision de 29 500 à 33 000 embauches de cadres
- . **Informatique** : prévision de 33 500 à 38 000 informaticiens
- . **Fonction commerciale** : fléchissement de -6% à -12% avec 35 000 embauches
- . **Ralentissement général** : dans les fonctions Finance, comptabilité, administration, droit, RH, communication

EMPLOI DES JEUNES

Selon le 2^e baromètre Deloitte/Ifop mesurant l'humeur des jeunes diplômés, il existe actuellement un réel décrochage entre les jeunes qui ont un emploi et ceux qui en recherchent un dans la perception du marché du travail et de l'entreprise. Ainsi, par rapport à 2012 et malgré la crise économique, la situation professionnelle globale des jeunes diplômés ne marque pas d'évolution : 55% des jeunes interrogés sont en poste et 45% sont à la recherche d'un emploi. La défiance à l'égard des employeurs est toujours aussi forte avec 58% de jeunes qui déclarent se méfier des employeurs. C'est le cas notamment pour 54% des jeunes déjà en poste et pour 63% des jeunes en recherche d'emploi malgré le fait que l'entreprise reste un lieu d'épanouissement personnel pour 83% des jeunes en poste (-3 points sur 1 an) et pour 73% de ceux qui sont en recherche d'emploi (-9 points). Malgré des difficultés évidentes sur le marché du travail, l'accès à l'emploi reste relativement fluide avec une moyenne de 2,5 mois pour trouver un employeur, l'envoi de 16 CV et le passage de 2 entretiens.

Il existe toutefois de fortes disparités pour trouver un poste selon que l'on soit une femme (19 CV envoyés en moyenne) ou un homme (11 CV), ou encore que l'on soit en province (13 CV) ou en région parisienne (23 CV). De la même manière, la recherche d'emploi est plus courte pour les diplômés d'IUT que pour ceux des grandes écoles. 68% des contrats sont en CDI sachant que les formations longues favorisent l'accès à un emploi durable alors que les formations courtes aboutissent plus fréquemment à un CDD. 83% des jeunes ayant trouvé un poste estiment, 6 mois après leur prise de poste, que leur employeur a tenu les promesses prises lors du recrutement. 60% d'entre eux disent même vouloir continuer à travailler dans leur entreprise actuelle, dont 40% qui se déclarent sereins quant à leur avenir professionnel (+12 points sur 1 an). A l'inverse, les jeunes en recherche d'emploi s'avouent bien plus pessimistes avec 58% qui estiment que leurs chances de trouver un poste dans les 6 mois sont faibles, voire inexistantes (+7 points par rapport à 2012). Les plus pessimistes sont les universitaires et les provinciaux qui sont toujours en recherche d'emploi après 4 mois, alors que 38% d'entre eux n'ont encore eu aucun entretien face à une moyenne de 3 entretiens pour être recrutés. Cette situation explique, en partie, pourquoi les jeunes sont de plus en plus nombreux à envisager leur avenir professionnel à l'étranger avec 27% qui envisagent une expatriation (+14 points sur un an).

150 000 EMPLOIS D'AVENIR

Selon Bernard Gomel, chercheur du Centre d'étude de l'emploi et Pierre Boisard du CNRS, les 150 000 nouveaux «emplois d'avenir» devraient être efficaces pour les 18% de jeunes de 16 à 25 ans qui sortent chaque année sans qualification du système scolaire. Ces emplois d'avenir qui correspondent au 34^e engagement du candidat Hollande représentent un coût de 1,5 milliard d'euros par an en rythme de croisière. Ils doivent représenter

100 000 postes en 2013 et 50.000 en 2014 en CDI et CDD en étant subventionnés de 12 à 36 mois à hauteur de 75% du Smic brut à temps plein dans le secteur public et privé non lucratif et, à hauteur de 35% du Smic dans le secteur marchand. Pour Bernard Gomel *«Ces emplois destinés à des jeunes souvent en grande précarité leur permettront d'envisager l'avenir, au moins pendant trois ans. Au delà, il est peu probable que ces emplois se maintiennent. Ils survivent rarement à l'arrêt des subventions»*. Les jeunes de 16 à 25 ans «sans qualification» ou «peu qualifiés» habitant dans les zones urbaines sensibles (ZUS) en seront les principaux bénéficiaires. Le critère de l'âge est étendu à 30 ans pour les jeunes souffrant d'un handicap. A titre exceptionnel, les jeunes de ZUS avec une formation jusqu'à Bac+3 étant à la recherche d'un emploi depuis plus d'un an seront aussi éligibles.

Ces contrats seront d'abord utilisés au sein du secteur public, dans les associations et les collectivités locales dans les filières vertes, tourisme, activités numériques... Les entreprises privées pourront également y recourir de manière marginale avec une subvention ramenée à 35%. Sur les 100 000 emplois prévus d'ici la fin de l'année 2013, 6 000 sont réservés à l'Education nationale, 9 000 iront pour les DOM (5 000 à la Réunion, 1 500 à la Guadeloupe, 1 500 à la Martinique, 650 en Guyane et 325 à Mayotte). Sur les 85 000 prévus dans l'Hexagone, 14 003 sont prévus pour l'Île-de-France, 7 747 pour la Paca, 7 647 pour le Nord-Pas-de-Calais, 7 197 pour le Rhône-Alpes, 4 423 pour le Languedoc-Roussillon, 4 275 pour l'Aquitaine, 3 981 pour les Pays de Loire, 3 750 pour le Centre, 3 646 pour Midi-Pyrénées, 3 154 pour la Picardie, 3 045 pour la Lorraine, 2 907 pour la Champagne-Ardenne, 2 742 pour la Bourgogne, 2 643 pour la Haute-Normandie, 2 618 pour la Bretagne, 2 017 pour l'Auvergne, 2 306 pour le Poitou-Charentes, 1 979 pour l'Alsace, 1 731 pour la Basse-Normandie, 1 529 pour la Franche-Comté, 1 273 pour le Limousin et 390 pour la Corse. Les 3 principaux opérateurs chargés d'identifier les jeunes susceptibles d'être recrutés, de rechercher les employeurs potentiels, de mettre en relation jeunes et employeurs et de les accompagner jusqu'à la signature du contrat sont Pôle emploi, Cap emploi et les Missions locales.